

BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING L
29-07-1991 <i>Landmeulebroeck</i>
Transmis à M. Overgemaakt aan de H.

L. 20.594/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale et par le Secrétaire d'Etat au Logement et à l'Environnement de la Région de Bruxelles-capitale, le 13 février 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance "relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain", a donné le 1er juillet 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 13 februari 1991 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en door de Staatssecretaris voor Huisvesting en Milieu van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten", heeft op 1 juli 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'ordonnance en projet tend à introduire dans le droit de la région de Bruxelles-Capitale les principes de la directive du Conseil des Communautés européennes 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Aux termes de l'article 2.2 de la directive :

"L'évaluation des incidences sur l'environnement peut être intégrée dans les procédures existantes d'autorisation des projets dans les Etats membres ou, à défaut, dans d'autres procédures ou dans celles à établir pour répondre aux objectifs de la présente directive".

La directive marque ainsi une préférence pour le procédé qui consiste à intégrer dans des procédures déjà existantes la procédure spéciale de l'étude d'incidences.

Le projet, lui, est conçu comme un texte autonome, mais nombreuses de ses dispositions font référence au projet d'ordonnance "organique de la planification et de l'urbanisme", actuellement soumis au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et au sujet duquel la section de législation a donné l'avis L. 19.927/9 le 3 décembre 1990 (1). D'autres

(1) Doc. C.R.B.C., session 1990-1991, n° A-108/1.

dispositions renvoient à un avant-projet d'ordonnance "relative au permis d'environnement", actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat sous la référence L. 20.595/9.

Le procédé de la législation par référence, adopté par les auteurs de l'avant-projet, est d'autant plus malencontreux, dans le cas d'espèce, qu'il contraindrait les nombreux destinataires de la norme à utiliser simultanément trois corps de législation, avec les confusions et erreurs d'interprétation qui ne manqueraient pas d'en résulter (1).

Est également malencontreuse, la préférence marquée par les auteurs de l'avant-projet pour une "intégration" de la procédure de l'étude d'incidences dans la législation projetée sur la planification et l'urbanisme, alors que les études d'incidences sont en relation avec la protection de l'environnement. Les polices administratives ressortissant, d'une part, à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme et, d'autre part, à l'environnement, ont, certes, des points communs, mais elles répondent à des préoccupations distinctes. Cette nuance est d'autant plus importante que, pour la région de Bruxelles-Capitale, la volonté des auteurs de l'avant-projet d'ordonnance "organique de la planification et de l'urbanisme" est d'intégrer la planification économique, l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

(1) Au demeurant les références sont faites à des textes qui, s'agissant d'avant-projets d'ordonnances, sont susceptibles d'être modifiés.

Il en résulte notamment qu'à l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance en projet, les auteurs de celle-ci ont cru devoir préciser que l'évaluation des incidences a lieu, notamment, lorsqu'un projet est susceptible d'avoir des "répercussions sociales et économiques importantes", ce qui, non seulement, ne présente aucun rapport avec les objectifs poursuivis par la directive 85/337, mais aboutira à placer l'administration devant des difficultés considérables et l'exposera à de nombreux litiges.

Il serait, dès lors, préférable qu'à l'exemple du décret de la région flamande du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation anti-pollution, l'ordonnance en projet fût intégrée dans l'ordonnance "relative au permis d'environnement", dont plusieurs dispositions font, d'ailleurs, double emploi avec des dispositions de l'avant-projet d'ordonnance qui fait l'objet du présent avis.

Le projet d'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme pourrait se référer à la procédure de l'étude d'incidences dans la mesure nécessaire, comme c'est, d'ailleurs, déjà le cas dans sa rédaction actuelle".

Ce n'est que sous réserve de l'observation fondamentale qui vient d'être faite que le Conseil d'Etat formulera des observations particulières.

II. Le Conseil d'Etat observe que, suivant l'article 6.2 de la directive,

.../...

"Les Etats membres veillent :

- à ce que toute demande d'autorisation ainsi que les informations recueillies aux termes de l'article 5 soient mises à la disposition du public,
- à ce qu'il soit donné au public concerné la possibilité d'exprimer son avis avant que le projet ne soit entamé".

Si le deuxième point est effectivement mis en oeuvre par le biais des enquêtes publiques, force est cependant de constater qu'aucune disposition du projet n'organise la mise à la disposition du public des informations recueillies au cours des procédures mises en place par le projet (1).

III. D'autres difficultés apparaissent à l'examen de dispositions de l'avant-projet.

Ainsi, on aperçoit difficilement l'utilité qu'il y aurait de soumettre tous les projets de plans particuliers d'affectation du sol à une note et à une étude d'incidences, en vertu de l'ordonnance en projet (article 4, § 2 et articles 31 et suivants) alors que la directive prend en compte les "projets publics et privés susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement" (article 1.1)

(1) Voir, à cet égard l'avis L. 19.927/9 du 3 décembre 1990 donné au sujet de l'avant-projet d'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme (doc. Région de Bruxelles-capitale, 90/91, n° A - 108/1, du 6 mars 1991).

et que ces plans doivent, de toute manière, faire l'objet de mesures de publicité et d'enquête en application du projet d'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme.

Il semble peu rationnel d'introduire un instrument juridique d'aménagement du territoire dans une série de projets retenus pour leur spécificité technique et les incidences particulières qu'ils pourraient avoir pour l'environnement, ce qui aurait pour effet de soumettre un même projet à plusieurs procédures d'évaluation successives.

De même, l'on peut s'interroger sur l'adéquation qu'il y aurait entre, d'une part, les missions que l'ordonnance en projet confie aux commissions de concertation qui seraient créées en exécution de l'article 15 du projet d'ordonnance "organique de la planification et de l'urbanisme" et, d'autre part, la composition de ces commissions, dont l'objet premier serait de donner des avis en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et de planification économique (1).

(1) Pour éviter des controverses au moment de l'adoption des arrêtés d'exécution qui détermineront les règles de composition desdites commissions, il conviendrait à tout le moins que l'ordonnance en projet précisât que ces commissions comprendraient, notamment, des personnes spécialement choisies pour leurs compétences en matière d'environnement, ce qui n'est actuellement pas le cas (voyez l'article 17 de l'arrêté royal du 5 novembre 1979 déterminant, pour la Région bruxelloise, les mesures particulières de publicité applicables à certaines demandes de permis de bâtir et de lotir et créant, pour chacune des communes de la Région bruxelloise, une commission de concertation en matière d'aménagement local, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1987).

IV. L'ordonnance en projet exprime la volonté de fixer un certain nombre de délais à l'expiration desquels une formalité est présumée accomplie.

Ce procédé n'est pas, en soi, critiquable.

Toutefois, des observations particulières seront faites sous les articles 9 et 12.

OBSERVATIONS PARTICULIERES SUR LA FORME.

1. La version française du projet abuse de l'emploi des majuscules. Ainsi, il faut écrire : "collège des bourgmestre et échevins", "commission de concertation", "secrétariat du comité", "administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire".

2. Les paragraphes servent à grouper plusieurs alinéas. En conséquence, la division en paragraphes des articles 4, 7, 9, 11, 14, 17, 18, 20, 23, 25, 27, 31, 32, 35, 38, 41 et 42 ne se justifie pas.

3. Les expressions "et/ou", "le ou la", "le ou les", "une ou des" sont à proscrire.

Tous les textes où elles sont utilisées doivent être revus en conséquence.

4. Il faut écrire en français "Titre premier", "Chapitre premier" et "Section première".

5. Les mots "de la présente ordonnance" doivent être omis dans l'ensemble du texte.

6. Les mots "comité de suivi" sont à remplacer, dans le texte français, par les mots "comité d'accompagnement".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Compte tenu des observations générales formulées et notamment de ce que des "activités agricoles" sont mentionnées à l'annexe II.1., l'intitulé suivant est proposé, ceci sous réserve de l'observation générale I :

"Projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement".

La même observation vaut pour l'article 2.

Proposant et arrêté de présentation.

Le proposant et l'arrêté de présentation seraient mieux rédigés comme suit :

"L'EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Sur la proposition du ministre président, ministre de l'Aménagement du territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi et du ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau,

ARRETE :

Le ministre président, ministre de l'Aménagement du territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi et le ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau sont chargés de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

Article 2.

1. L'ordonnance en projet, contrairement à la directive (1), ne précise pas la nature, publique ou privée, des projets qui entrent dans son champ d'application.

(1) Suivant l'article 1.1, la directive concerne l'évaluation des incidences sur l'environnement des projets publics et privés susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Cette importante précision devrait être apportée dès l'article 2, alinéa 1er, du projet en écrivant, comme la directive, "les projets publics et privés".

2. Les mots "conformément aux règles fixées par la présente ordonnance" doivent être omis.

3. En ce qui concerne les termes "ou avoir des répercussions sociales ou économiques importantes", il est renvoyé à l'observation générale I.

Cette observation vaut également pour l'article 3, 1°.

4. L'article 2, alinéa 2, 1°, pas plus que l'article 3, 3°, et les annexes, ne cite le permis de lotir, alors que celui-ci est cité à l'article 3, 2°, a).

Il y a une discordance à laquelle les auteurs du projet doivent porter remède en fonction de leur intention.

5. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Puisqu'il est fait usage de la notion de projet au 1° et que cette notion est définie au 2°, il faut inverser le 1° et le 2°.

2. Sous réserve de l'observation faite au sujet de l'article 2, alinéa 2, 1°, le 2°, a et b, devenant le 1° serait mieux rédigé comme suit :

"1° Projet : les actes, travaux et activités qui requièrent soit un certificat d'urbanisme, soit un permis d'urbanisme ou un permis de lotir;"

3. Le 1°, devenant le 2°, serait mieux rédigé comme suit :

"2° Incidences d'un projet : les dangers, nuisances, avantages ou inconvénients, à court et à long terme, temporaires, accidentels ou permanents d'un projet, en ce compris ses conséquences sur l'environnement physique et humain, l'urbanisme et la sauvegarde du patrimoine;"

4. Au 4°, mieux vaudrait écrire :

"4° Autorité compétente :".

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

5. Au 6°, mieux vaut écrire :

"6° Comité d'accompagnement : l'organe créé conformément à l'article 10 et chargé de suivre l'étude d'incidences;".

6. Le "demandeur", visé au 7°, n'est pas défini. La directive le définit comme le "maître d'ouvrage", c'est-à-dire "soit l'auteur d'une demande d'autorisation concernant un projet privé, soit l'autorité publique qui prend l'initiative à l'égard d'un projet".

Le texte devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"7° Chargé d'étude : la personne physique ou morale, de droit privé ou public, qui réalise l'étude d'incidences pour compte du demandeur;".

Par ailleurs, la définition du "demandeur" devrait être insérée entre le 3° et le 4°.

7. Le 8° doit être fondamentalement revu, sa rédaction actuelle étant imprécise et source d'insécurité juridique, comme c'est le cas lorsqu'on recourt à la législation par référence. En tout état de cause, l'utilisation de la locution "telle que" et des mots "compte tenu des dispositions spécifiques", impliquant une référence à une autre législation, sont à proscrire.

8. Au 9°, sous réserve de l'observation générale III, il y aurait lieu d'écrire :

"9° Commission de concertation : la commission territoriale-ment compétente, créée en exécution de l'article 15 de l'ordonnance du (...) organique de la planification et de l'urbanisme".

Article 4.

1. L'intention des auteurs du projet est de distinguer la "note" de la "notice d'incidences". Il vaut mieux que cette distinction soit faite par l'emploi de vocables différents.

2. Aux paragraphes 1er et 2, devenant les alinéas 1er et 2, il faut écrire :

"... les projets mentionnés à l'annexe ...".

3. Suivant le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3,

"L'Exécutif peut compléter ou modifier les annexes I et II de la présente ordonnance, dans le respect des principes visés à l'article 2".

Lesdits principes, introduits dans le texte français par l'adverbe "notamment", sont largement définis; l'habilitation donnée à l'Exécutif paraît, dès lors,

excessive, d'autant plus que les annexes sont essentielles à la détermination du champ d'application de l'ordonnance en projet.

L'habilitation doit être plus adéquatement limitée aux adaptations rendues nécessaires par les modifications éventuelles de la directive du 27 juin 1985.

Article 5.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

L'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Toutes pièces et tous documents sont envoyés sous pli recommandé à la poste ou délivrés par porteur contre une attestation de dépôt".

Article 7.

1. La phrase liminaire du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7. La demande de certificat relative à tout projet mentionné à l'annexe I est accompagnée d'une notice d'incidences comprenant, au moins, les éléments suivants :".

.../...

2. Le 1° et le 2° doivent être fusionnés en un 1° rédigé comme suit :

"1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;"

3. Au 3° devenant le 2°, il faut écrire :

"2° la description sommaire des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet;"

4. Au 5°, il n'est guère concevable que ce soit au "demandeur de certificat" qu'il revienne de donner un avis sur la conformité de son projet aux règles de droit existantes. Cette tâche incombe naturellement à l'administration et, en dernier ressort, au juge. Le 5° devrait être omis.

Au demeurant, le texte est à tout fait imprécis quant il vise "les ... prescriptions légales et réglementaires applicables". Ces termes ne circonscrivent nullement l'obligation faite au demandeur.

5. Le 6° devenant le 4° serait mieux rédigé comme suit :

"4° la description des principales mesures envisagées ...".

6. Au 7°, devenant le 5°, les mots "propositions relatives ... au chargé d'étude" sont vagues. Selon le délégué du ministre, il s'agit de propositions relatives au choix du chargé d'étude. Mieux vaut écrire, dès lors : "... et au choix du chargé d'étude;".

7. Au 8°, devenant le 6°, conformément à l'annexe III de la directive, il est préférable d'écrire :

"6° un résumé non technique des éléments précédents".

L'observation vaut également pour les articles 14, alinéa 1er, 9°, 23, alinéa 1er, 2° et 8°, 31, alinéa 1er, 6°, et 38, alinéa 1er, 9°.

8. La seconde phrase du paragraphe 2, qui devient l'alinéa 2, devrait être rédigée comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 8. La demande de certificat, accompagnée de la notice, est adressée à l'autorité compétente conformément à l'article 6".

.../...

2. A l'alinéa 2, les termes "le cas échéant" sont ambigus.

Selon le délégué du ministre, ces termes visent l'hypothèse où l'institut ne serait pas saisi du dossier en sa qualité d'autorité compétente.

Le texte doit être revu pour mieux traduire l'intention de son auteur.

3. A l'alinéa 3, on écrira :

"Si le dossier n'est pas complet, l'autorité compétente en informe le demandeur dans le même délai et lui indique les documents ou renseignements manquants".

4. A la fin de l'alinéa 4, pour éviter toute ambiguïté, mieux vaut écrire : "... par une autorité compétente, est simultanément envoyée par celle-ci à l'autre autorité compétente".

5. L'alinéa 5 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"En l'absence de l'accusé de réception visé à l'alinéa 2 ou de la notification du caractère incomplet du dossier visée à l'alinéa 3, le délai de procédure prévu à

l'article 9, alinéa 1er, se calcule à partir du onzième jour du dépôt de la demande".

*

*

*

L'intitulé de la section II serait mieux rédigé de la manière suivante : "De l'établissement et de l'approbation du cahier des charges de l'étude d'incidence".

*

*

*

Dans le texte néerlandais de l'ensemble du projet, le mot "lastenkohier" devrait être remplacé par le mot "bestek".

Article 9.

Paragraphe 1er.

1. Le texte en projet ne vise pas l'hypothèse où l'institut tarderait à établir le projet de cahier des charges. Il n'est pas prévu de sanction pour un tel retard.

Aucune sanction d'une éventuelle inertie de la commission de concertation n'est davantage prévue au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3.

2. La fin du paragraphe 1er devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit : "... avec ses observations éventuelles, au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté".

Paragraphe 2.

1. Au paragraphe 2, seconde phrase, les termes "Dans le même délai" sont ambigus. S'agit-il du même délai de trente jours prévu au paragraphe 2, première phrase, auquel cas le collège des bourgmestre et échevins, par le retard qu'il mettrait à saisir la commission de concertation, pourrait réduire à néant le délai dans lequel la commission doit donner son avis ? S'agit-il, au contraire, d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à partir du jour où la commission de concertation est saisie par le collège des bourgmestre et échevins ?

Le texte doit être revu pour traduire les intentions des auteurs du projet.

2. Sous cette réserve, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2 :

.../...

"Dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier, ce collègue saisit la commission de concertation.

Dans le délai de ..., cette commission :

- 1° donne son avis ...;
- 2° détermine la composition du comité d'accompagnement conformément à l'article 10;
- 3° donne son avis sur les propositions relatives au choix du chargé d'étude".

Article 10.

L'article 10 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 10. § 1er. Le comité d'accompagnement est chargé de suivre la procédure de réalisation de l'étude d'incidences.

Il comprend au moins un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, un représentant ...

Le secrétariat du comité d'accompagnement ...

§ 2. L'Exécutif détermine la composition et les règles de fonctionnement du comité d'accompagnement".

.../...

Article 11.Paragraphe 1er.

1. Au paragraphe 1er, 1°, il y a lieu d'écrire :

"1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;"

2. Au 3°, on écrira :

"3° statue sur le choix du chargé d'étude;"

3. La rédaction du 4° appelle les mêmes interrogations que celles formulées sous l'article 9, § 2.

Le texte en projet doit, dès lors, être revu sur ce point.

Paragraphe 2.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions.

Le comité d'accompagnement approuve le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception des nouvelles propositions".

Article 12.

Suivant le commentaire qui en est donné, la disposition en projet

"offre au demandeur victime de l'inertie du comité de suivi (comité d'accompagnement) la faculté exceptionnelle de saisir l'Exécutif. L'Exécutif saisi d'une telle demande prendra la mesure la plus appropriée pour sanctionner cette inertie, celle-ci pouvant aller de l'injonction jusqu'à la substitution de sa décision à celle du comité de suivi (comité d'accompagnement)".

Ce commentaire ne correspond pas au texte en projet qui semble réserver à l'Exécutif le soin de "statuer" en lieu et place du comité d'accompagnement. Par ailleurs, il serait souhaitable que le projet précisât les points sur lesquels l'Exécutif doit statuer ainsi que le point de départ du délai de soixante jours.

Article 13.

L'article 13 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 13. Le contrat conclu entre le demandeur et le chargé d'étude doit tenir compte des décisions prises conformément à l'article 11 ou à l'article 12.

Le coût de l'étude d'incidences est à charge du demandeur".

Article 14.

L'article 14, § 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 14. L'étude d'incidences doit comporter les éléments ci-après :

- 1° les données, fournies par le demandeur, relatives à la justification du projet, à la description de ses objectifs et au calendrier de sa réalisation;
- 2° le relevé des ... utilisées et la description des difficultés rencontrées;
- 3° la description et l'évaluation ... par le projet dans l'aire géographique déterminée par le cahier des charges;
- 4° l'inventaire et l'évaluation ... du projet et du chantier;
- 5° (comme au projet);
- 6° l'évaluation de l'efficacité des mesures mentionnées au 5°, ...".

Le 7° fait double emploi avec le 5° et le 8° et peut, dès lors, être omis.

Au 8°, devenant 7°, on écrira :

"7° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement ...;".

Article 15.

L'article 15 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 15. Le chargé d'étude tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'étude d'incidences.

Il répond à toute demande du comité d'accompagnement et tient compte de ses observations".

Article 16.

Mieux vaut écrire :

"Art. 16. Lorsqu'il considère que l'étude d'incidences est complète, le demandeur en transmet un exemplaire au comité d'accompagnement".

Article 17.

L'article 17 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 17. Dans les trente jours ..., le comité d'accompagnement, s'il clôture l'étude :

.../...

1° arrête la liste des communes concernées par les incidences du projet;

2° notifie ...

S'il décide que l'étude d'incidences n'est pas complète, le comité d'accompagnement notifie ...

A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter les délais visés aux alinéas 1er et 2, sa décision est réputée favorable".

*

Toutefois, dans l'hypothèse du silence du comité d'accompagnement, il est à observer qu'aucune liste des communes concernées par les incidences du projet ne sera arrêtée.

Cette difficulté devrait être rencontrée par le texte en projet.

Article 18.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 18. Dans les quinze jours de la notification prévue à l'article 17, alinéa 1er, ou, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 3 du même article, dans les quinze jours de la date à laquelle l'étude d'incidence est devenue définitive, le demandeur avise le comité d'accompagnement de sa décision :

1° soit de maintenir sa demande de certificat;

2° soit de la retirer;

3° soit de l'amender en vue ...

Si le demandeur n'a pas communiqué sa décision ...".

Article 19.

De la même manière, la disposition en projet pourrait être rédigée comme suit :

"Art. 19. Dans les six mois de la notification visée à l'article 17, alinéa 1er, ou, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 3 du même article, dans les six mois de la date à laquelle l'étude d'incidences est devenue définitive, le demandeur peut transmettre au comité d'accompagnement et à l'autorité compétente les amendements à la demande de certificat".

Article 20.

1. La phrase liminaire du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, s'écrit :

"Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre : ...".

2. Au point 1, devenant 1°, on écrira : "1° les demandes de certificat;".

3. Au point 4, devenant 4°, selon la procédure prévue, il pourrait ne pas y avoir de décision explicite de clôture de l'étude d'incidences. Dès lors, il faut ajouter les termes "le cas échéant, ...".

Article 21.

1. Le texte en projet ne détermine pas de quelle manière les communes seront représentées au sein de la commission de concertation.

2. Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, saisit la commission de concertation élargie aux représentants ... du projet.

Dans les trente jours ... la commission de concertation donne son avis".

3. Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Un projet mixte ne fait l'objet que d'une seule procédure d'enquête publique et de concertation".

Articles 22, 29 et 33.

Ces dispositions illustrent bien les confusions d'interprétation qui découlent du procédé de la législation par référence. Dès lors que l'article 2, alinéa 2, pose le principe selon lequel les procédures de délivrance des "certificats" sont nécessairement préalables aux procédures organisées par le projet d'ordonnance "organique de la planification et de l'urbanisme", les articles précités sont, en réalité, sans rapport avec l'objet spécifique de l'ordonnance en projet, et n'y ajoutent rien.

Ces dispositions doivent, dès lors, être omises.

*

*

*

.../...

Le chapitre II du titre II ne comprend qu'une seule section.

Les articles 27 à 30 pourraient faire l'objet d'une section distincte sous un intitulé rédigé comme suit : "Section II. Des mesures particulières de publicité".

*

*

*

Article 23
(devenant l'article 22).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 22. Les demandes de ... l'annexe II à la présente ordonnance, sont accompagnées d'une note d'incidences comportant, au moins, les éléments ci-après :".

2. La disposition en projet énonce, au 1°, les mêmes éléments que ceux qui figurent au 1° et au 2° de l'article 7, § 1er, du projet. On n'aperçoit pas les motifs pour lesquels un texte différent est proposé. La même observation vaut pour le 3° (comparer avec le 3° de l'article 7).

.../...

De manière générale, du reste, la disposition en projet appelle les observations analogues à celles faites à propos des articles 7 et 14.

Article 24
(devenant l'article 23).

Il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 8, alinéa 5, du projet.

Article 25
(devenant l'article 24).

1. Ainsi qu'il est proposé à l'article 9, mieux vaut écrire la phrase liminaire du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, comme suit :

"Art. 24. Dans les trente jours de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 24, alinéa 2, ou de la date visée à l'alinéa 5 du même article, l'autorité compétente :".

2. Le 3° serait mieux rédigé de la manière suivante :

"3° désigne la commune qui est chargée de saisir la commission de concertation conformément à l'article 28, § 2;".

3. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, les termes "les autorités délivrantes procèdent en commun au dit

examen" ne sont pas clairs. Ces termes visent-ils, le cas échéant, des délibérations communes d'autorités administratives différentes et, notamment, de collèges des bourgmestres et échevins ? Si tel est le cas, une telle disposition serait en contradiction avec les dispositions de la loi communale qui régissent les règles fondamentales et le fonctionnement des institutions communales.

Article 26
(devenant l'article 25).

Il convient de remplacer les mots "autorité délivrante" par les mots "autorité compétente".

Article 27
(devenant l'article 26).

L'article 27 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 26. Lorsque le dossier du demandeur est complet, l'autorité compétente en transmet ... l'enquête publique.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit comporter :

- 1° les demandes ...;
- 2° la note d'incidences;

3° les documents ou renseignements fournis par le demandeur en application de l'article 25".

Article 28
(devenant l'article 27).

Mieux vaudrait rédiger le paragraphe 2 de la manière suivante :

"§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, désignée conformément à l'article 24, alinéa 1er, 3°, saisit la commission de concertation, élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet".

Par ailleurs, la disposition en projet appelle, pour le surplus, les mêmes observations que celles formulées sous l'article 21.

Article 29.

Comme l'observation en a été faite, cet article doit être omis.

Article 30
(devenant l'article 28).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 28. § 1er. Dans des circonstances exceptionnelles, à l'issue ... la commission de concertation peut, dans un avis spécialement motivé ...

§ 2. Dans les soixante jours de la réception du dossier, l'Exécutif statue sur l'opportunité d'une étude d'incidences.

Lorsqu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, l'Exécutif :

1° informe le demandeur de sa décision et l'invite à faire parvenir à l'Institut une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;

2° charge ...

La procédure se poursuit conformément aux articles 11 et suivants.

Lorsqu'il estime une telle étude inopportune, l'Exécutif ... à l'autorité compétente dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 1er.

§ 3. Le silence de l'Exécutif dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 1er, vaut décision implicite de faire réaliser une étude d'indidences".

*

*

*

L'intitulé de la section première serait mieux rédigé comme suit :

"Section première. De la note d'incidences".

*

*

*

Article 31.
(devenant l'article 29).

Dans la phrase liminaire, il faut omettre les mots "telle que".

Pour le surplus, le texte en projet appelle les mêmes observations que celles formulées sous les articles 7, 3°, 14 et 23.

.../...

Article 32
(devenant l'article 30).

L'article 32 devrait se limiter au paragraphe 1er qui deviendrait l'alinéa unique de l'article 30.

Les paragraphes 2 et 3 formeraient un article distinct numéroté 31 et rédigé sur le modèle de l'article 30, devenant l'article 28.

Article 33.

Comme l'observation en a été faite, cet article doit être omis.

Article 34
(devenant l'article 31).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 31. Lorsque, saisi du dossier conformément à l'article 28, il estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, l'Exécutif :

- 1° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins de la commune dont le territoire est concerné par le projet de plan particulier d'affectation du sol et

l'invite à faire parvenir à l'Institut dans un délai de quarante-cinq jours une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;".

2° charge ...;

3° détermine la composition du comité d'accompagnement conformément à l'article 10".

Article 35
(devenant l'article 32).

1. La phrase liminaire du paragraphe 1er devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 32. Dans les quinze jours de la réception des propositions relatives au choix du chargé d'étude, l'institut réunit le comité d'accompagnement qui :".

Pour le surplus, la disposition devrait être rédigée sur le modèle du texte proposé pour l'article 17.

2. Le paragraphe 2 devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le collège des bourgmestre et échevins à lui faire parvenir de nouvelles propositions.

.../...

Le comité d'accompagnement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours qui suivent la réception des nouvelles propositions".

Article 36
(devenant l'article 33).

Il est renvoyé aux observations formulées à propos de l'article 12 du projet.

Article 37
(devenant l'article 34).

Il est proposé d'employer la même formule que celle utilisée à l'article 13 du projet, à savoir :

"Art. 34. Sur la base des décisions prises conformément à l'article 32 ou à l'article 33, le conseil communal confie l'élaboration de l'étude d'incidences au chargé d'étude".

Il est également proposé d'ajouter l'alinéa suivant :

"Le coût de l'étude d'incidences est à charge du demandeur".

Article 38
(devenant l'article 35).

Il est renvoyé aux observations faites à propos
des articles 7, 14, 23 et 31.

Article 39
(devenant l'article 36).

Il est renvoyé aux observations formulées à propos
de l'article 15.

Article 40
(devenant l'article 37).

De la même manière qu'à l'article 16 du projet, il
est proposé d'écrire :

"Art. 37. Lorsqu'il considère que l'étude d'incidences est
complète, le collège des bourgmestre et échevins en transmet
un exemplaire au comité d'accompagnement".

Article 41
(devenant l'article 38).

Il est renvoyé aux observations formulées à propos
de l'article 17.

Article 42
(devenant l'article 39).

Il est renvoyé aux observations formulées sous l'article 18.

Article 43
(devenant l'article 40).

Il est renvoyé aux observations formulées sous l'article 19.

*

*

*

Les articles 44 à 49, devenant les articles 41 à 46, devraient être groupés dans une section IV intitulée "Des mesures particulières de publicité".

*

*

*

Article 45
(devenant l'article 42).

Le 3° appelle la même observation que celle formulée sous l'article 20, 4°.

Article 46
(devenant l'article 43).

Il y a lieu de viser l'article 38, alinéa 1er, 2°.

Article 47
(devenant l'article 44).

Les mots "à ce stade" doivent être omis.

Article 48
(devenant l'article 45).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 45. L'entrée en vigueur ... des incidences lorsque les demandes ... et de lotir sont conformes aux prescriptions de ce plan, à moins que celles-ci imposent expressément une telle évaluation".

Article 50
(devenant l'article 47).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 48. L'Exécutif détermine ... des décisions prises en application de la présente ordonnance".

Article 51
(devenant l'article 48).

A la fin de l'article 51, on écrira : "... des décisions prises en application de la présente ordonnance".

*

Annexe I.

En vertu des points 2 et 3 de l'annexe I, seraient soumis à l'établissement d'une étude et d'une notice d'incidences :

- 1° les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique);

2° les installations destinées exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs".

Si l'intention des auteurs du projet est de rendre celui-ci applicable aux centrales et réacteurs nucléaires ainsi qu'aux installations destinées à stocker ou à éliminer des dangers radioactifs pour des considérations en relation avec le cycle de combustible nucléaire, l'ordonnance en projet irait à l'encontre des règles répartitrices de compétence énoncées à l'article 6, § 1er, II, 2° et 3°, VII, alinéa 1er, f, et alinéa 2, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (1).

Pour respecter lesdites règles, l'ordonnance en projet devrait se limiter à soumettre les seuls bâtiments à des études d'incidences, et ce pour des considérations ayant trait au bon aménagement des lieux (dimensions, esthétique et implantation). Dans cette dernière hypothèse, les dispositions envisagées trouveraient mieux leur place dans le projet d'ordonnance "organique de la planification et de l'urbanisme", plutôt que dans l'ordonnance en projet.

La même observation vaut pour l'annexe II, 3, g, h, i. Dans le texte néerlandais du projet, le "h" fait défaut.

(1) Cour d'arbitrage, arrêt n° 54 du 24 mai 1988 (rôle n° 47).

Annexe II.

Suivant l'exposé des motifs, l'annexe II comprend "les projets visés à l'annexe II de la Directive européenne, en vertu de laquelle l'opportunité de réaliser une évaluation de leurs incidences doit être examinée cas par cas (et) y sont ajoutés des projets urbanistiques relativement importants, choisis parmi les projets actuellement soumis à la procédure de publicité-concertation".

Il convient de rappeler à cet égard que l'ordonnance en projet ne peut contenir une liste limitative de projets moins complète que celle de l'annexe II de la directive.

Certes, tous les projets visés sous le point 1 sont ceux de la directive, à l'exception de la "récupération de territoire sur la mer", qui, pour des raisons évidentes, a été omise. De même, les points 2 à 9 sont, dans le texte français, identiques à ceux de la directive. Cependant, dans le texte néerlandais du projet, le point 3, h), manque et le point 8, a), est incomplet.

Par contre, le point 10 a été profondément remanié.

Le Conseil d'Etat relève les divergences suivantes :

Annexe II. 11.

II, 11, a. Villages de vacances, complexes hôteliers.

II, 11, b. Pistes permanentes de course et d'essai pour automobiles et motocycles.

II, 11, c.

II, 11, d. Stations d'épuration

II, 11, c. Sites de dépôts de boues.

II, 11, f, g, h, i, j.

Annexe II. 11.

II, 13, (b) Villages de vacances.

13, (a) Complexes hôteliers de plus de 200 chambres.

I, 10.

II, 11, (g).

I, 11. Stations d'épuration de plus de 20.000 équivalents/habitants

II, 11 (a). Stations d'épuration de moins de 20.000 équivalents/habitants.

I, 12.

II, 11, (b), (c), (d), (e), (f).

.../...

Directive européenneProjet d'ordonnance.

Annexe II, 10. a) Travaux d'aménagement de zones industrielles.

Annexe II, 10 (a). Aménagements industriels de plus de 10 ha.

II, 10, b. Travaux d'aménagement urbain.

Annexe II, 13. Projets urbanistiques suivants : (en énumérant les projets, et en y apportant des restrictions en fonctions de leur importances. Le projet d'ordonnance est plus limitatif que la directive).

II, 10, c. Remontées mécaniques et téléphériques.

Non repris.

II, 10, d. Construction de routes, de ports (y compris de ports de pêche) et d'aérodromes (projets qui ne figurent pas à l'annexe I).

II, 10 (c). Tous travaux d'infrastructure, de communication induisant une modification substantielle du régime de circulation et/ou du réseau environnant, et pour autant qu'ils ne soient pas visés par l'annexe I.

II, 10, c. Ouvrages de canalisation et de régulation de cours d'eau.

II, 10, (f). Tous travaux modifiant ou perturbant le réseau hydrographique

II, 10, f.

II, 10, (g).

II, 10, g. Les tramways, les métros aériens et souterrains, les lignes suspendues ou les lignes analogues de type particulier qui suivent exclusivement ou principalement au transport des personnes.

II, 10 (b). Aménagement d'une zone de chemins de fer de plus de 10 ha., avec changement d'affectation.

II, 10 (d). Création d'une infrastructure visant à établir une nouvelle ligne de transports publics ferrés de plus d'un kilomètre.

II, 10, h, i et j.

II. 10 (h), (i) et 13 (2).

Les divergences relevées dans le tableau ci-dessus doivent être éliminées.

OBSERVATIONS SUR LA FORME DES ANNEXES.

1° Il n'est pas d'usage d'inscrire des notes de bas de page dans le dispositif d'un texte normatif (annexe I). Ces indications peuvent trouver place dans l'exposé des motifs.

2° La notion d'"équivalents/habitants" au point 11 doit être précisée, à tout le moins dans le commentaire (annexe II).

3° Dans l'intitulé de l'annexe I, il y a lieu d'écrire : "visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er". La même observation vaut pour l'intitulé de l'annexe II.

4° Il n'est pas d'usage de souligner certains mots (annexe I).

5° A l'annexe II, les points 10, 11 et 13 doivent être subdivisés en a), b), c) etc

6° Les projets industriels visés dans le point 12 de l'annexe II devraient faire l'objet d'une division distincte (par exemple 14).

7° Les annexes doivent être revêtues des mêmes signatures que le texte auquel elles sont annexées.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De ontworpen ordonnantie heeft tot doel in het recht van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de principes in te voeren van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 85/337/EEG van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten.

Artikel 2.2 van de richtlijn bepaalt :

"De milieu-effectbeoordeling kan worden geïntegreerd in de bestaande procedures van de Lid-Statens voor het verlenen van vergunningen voor projecten of, bij gebreke hiervan, in andere procedures of in de procedures die moeten worden ingesteld om aan de doelstellingen van deze richtlijn te voldoen".

In de richtlijn gaat de voorkeur dus uit naar de methode die erin bestaat de bijzondere procedure voor de milieu-effectstudie te integreren in de reeds bestaande procedures.

Het ontwerp zelf is opgezet als een zelfstandige tekst, maar veel bepalingen ervan verwijzen naar het ontwerp van ordonnantie "houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", dat thans in behandeling is bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en waarover de afdeling wetgeving op 3 december 1990 advies L. 19.927/9 heeft uitgebracht (1).

(1) Gedr. St., Brusselse Hoofdstedelijke Raad, zitting 1990-1991, nr. A-108/1.

Andere bepalingen verwijzen naar een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de milieuvergunning", die thans voor advies bij de Raad van State aanhangig is onder het nummer L. 20.595/9.

De door de stellers van het voorontwerp gekozen methode van wetgeving door verwijzing is in dit geval des te minder opportuun daar het de vele personen voor wie de norm bestemd is, zou dwingen tegelijkertijd drie ordonnanties te gebruiken, met alle verwarring en vergissingen bij de interpretatie die daar zeker het gevolg van zouden zijn (1).

Even inopportuun is de voorkeur van de stellers van het voorontwerp om de procedure voor de milieu-effectstudie "op te nemen" in de ontworpen wetgeving betreffende de planning en de stedenbouw, terwijl milieu-effectstudies verband houden met milieubescherming. De administratieve politie over de ruimtelijke ordening en de stedenbouw en de administratieve politie over het leefmilieu hebben weliswaar punten gemeenschappelijk maar beantwoorden aan verschillende doeleinden. Die nuance is des te belangrijker omdat het voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de wil is van de stellers van het voorontwerp van ordonnantie "houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", dat de economische planning, de ruimtelijke ordening en de stedenbouw in één geheel worden opgenomen.

(1) Overigens wordt verwezen naar teksten die nog kunnen worden gewijzigd omdat het voorontwerpen van ordonnantie zijn.

Daaruit volgt in het bijzonder dat de stellers van de ontworpen ordonnantie in artikel 2, tweede lid, hebben gemeend nader te moeten bepalen dat de milieu-effectbeoordeling inzonderheid wordt gemaakt als een project "belangrijke sociale of economische gevolgen" kan hebben, wat niet alleen geen enkel verband houdt met de door richtlijn 85/337 nagestreefde doeleinden maar wat ook voor de overheid grote moeilijkheden zal meebrengen en de deur zal openzetten voor vele geschillen.

Het zou dan ook beter zijn als de ontworpen ordonnantie, naar het voorbeeld van het decreet van het Vlaamse Gewest van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning, zou worden opgenomen in de ordonnantie "betreffende de milieuvergunning", waarvan verscheidene bepalingen trouwens een herhaling zijn van bepalingen van het voorontwerp van ordonnantie dat het onderwerp is van dit advies.

Het ontwerp van ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw zou in de nodige mate kunnen verwijzen naar de procedure voor de milieu-effectstudie, zoals in de huidige redactie overigens reeds is gedaan.

De Raad van State zal slechts onder voorbehoud van de hierboven gemaakte fundamentele opmerking bijzondere opmerkingen formuleren.

II. De Raad van State merkt op dat artikel 6.2 van de richtlijn bepaalt :

"De Lid-Staten zien erop toe dat :

- elke aanvraag voor een vergunning en de krachtens artikel 5 verzamelde informatie voor het publiek beschikbaar worden gesteld,
- het betrokken publiek de mogelijkheid krijgt zijn mening te geven alvorens een aanvang wordt gemaakt met het project".

Aan het tweede punt wordt weliswaar echt uitvoering gegeven via het openbare onderzoek, maar men kan niet anders dan vaststellen dat geen enkele bepaling van het ontwerp ervoor zorgt dat de informatie die wordt verzameld in de loop van de door het ontwerp ingestelde procedures, voor het publiek beschikbaar wordt gesteld (1).

III. Bij het onderzoek van bepalingen van het voorontwerp komen andere moeilijkheden naar voren.

Zo ziet men niet goed in welk nut het heeft dat over alle ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan een milieu-effectnota en een milieu-effectstudie moeten worden gemaakt krachtens de ontworpen ordonnantie (artikel 4, § 2, en artikelen 31 e.v.), terwijl de richtlijn betrekking heeft op "openbare en particuliere projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben" (artikel 1.1) en terwijl voor die plannen in elk geval maatregelen inzake openbaarmaking en onderzoek gelden met toepassing van het ont-

(1) Zie in dat verband advies L. 19.927/9 van 3 december 1990 over het voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw (Gedr. St., Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, 90/91, nr. A-108/1, van 6 maart 1991).

werp van ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

Het lijkt niet erg redelijk een juridisch instrument van ruimtelijke ordening toe te voegen aan een reeks van ontwerpen die in aanmerking genomen zijn wegens het specifieke technische karakter ervan en de bijzondere gevolgen die ze voor het milieu kunnen hebben, met als gevolg dat een zelfde ontwerp verscheidene beoordelingsprocedures na elkaar zou moeten doorlopen.

Men kan zich ook vragen stellen over de overeenstemming tussen enerzijds de taken die door de ontworpen ordonnantie worden opgedragen aan de overlegcommissies die zullen worden opgericht ter uitvoering van artikel 15 van het ontwerp van ordonnantie "houdende organisatie van de planning en de stedenbouw" en anderzijds de samenstelling van die commissies, die als hoofddoel zullen hebben adviezen te verstrekken inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en economische planning (1).

(1) Om discussie te voorkomen op het tijdstip van de goedkeuring van de uitvoeringsbesluiten die de voorschriften voor de samenstelling van de genoemde commissies zullen vaststellen, is het op zijn minst nodig dat de ontworpen ordonnantie bepaalt dat die commissies inzonderheid zullen bestaan uit personen die speciaal zijn gekozen wegens hun deskundigheid in milieuzaken, wat nu niet het geval is (zie artikel 17 van het koninklijk besluit van 5 november 1979 tot bepaling, wat het Brusselse Gewest betreft, van de speciale regelen van openbaarmaking die moeten worden nageleefd inzake sommige bouw- en verkavelingsaanvragen en houdende instelling, voor elke gemeente van het Brusselse Gewest, van een overlegcommissie voor plaatselijke ordening, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1987).

IV. In de ontworpen ordonnantie wordt de wil te kennen gegeven een aantal termijnen vast te stellen na afloop waarvan een formaliteit wordt geacht vervuld te zijn.

Die werkwijze is op zich niet vatbaar voor kritiek.

Bij de artikelen 9 en 12 zullen evenwel bijzondere opmerkingen worden gemaakt.

BIJZONDERE VORMOPMERKINGEN.

1. In de Nederlandse tekst van het ontwerp wordt misbruik gemaakt van hoofdletters. Zo schrijve men : "college van burgemeester en schepenen", "overlegcommissie", "begeleidingscomité".

2. Paragrafen dienen om verscheidene leden samen te brengen. Bijgevolg is er geen reden voor indeling in paragrafen in de artikelen 4, 7, 9, 11, 14, 17, 18, 20, 23, 25, 27, 31, 32, 35, 38, 41 en 42.

3. Uitdrukkingen als "en/of", "het/de voorstel(len)", "de attestaanvraag of -aanvragen", "één of meerdere" zijn te verwerpen.

Alle teksten waarin ze worden gebruikt moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

4. In de Franse tekst van het ontwerp schrijve men "Titre premier" "Chapitre premier" en "Section première".

5. De woorden "van deze ordonnantie" moeten in heel de tekst vervallen.

6. In de Franse tekst moeten de woorden "comité de suivi" worden vervangen door de woorden "comité d'accompagnement".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Rekening houdend met de algemene opmerkingen en inzonderheid met het feit dat in bijlage II.1. sprake is van landbouwactiviteiten, wordt het volgende opschrift voorgesteld, zulks onder voorbehoud van de algemene opmerking I :

"Ontwerp van ordonnantie betreffende de milieu-effectbeoordeling".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2.

Voordrachtformulier en indieningsbesluit.

Het voordrachtformulier en het indieningsbesluit zouden beter worden geredigeerd als volgt :

"DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE,

Op de voordracht van de minister-voorzitter, minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling, en van de minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

B E S L U I T :

De minister-voorzitter, minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling, en de minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid, zijn gelast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Artikel 2.

1. In tegenstelling tot de richtlijn (1), preciseert de ontworpen ordonnantie niet of de projecten die tot haar werkingssfeer behoren van openbare of van particuliere aard zijn.

(1) Volgens artikel 1.1 heeft de richtlijn betrekking op de milieu-effectbeoordeling van openbare en particuliere projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben.

Die belangrijke verduidelijking zou reeds in artikel 2, eerste lid, van het ontwerp moeten worden aangebracht door, zoals in de richtlijn, te schrijven : "Openbare en particuliere projecten".

2. De woorden "overeenkomstig de in deze ordonnantie bepaalde regelen" moeten vervallen.

3. In verband met de woorden "of die belangrijke sociale of economische gevolgen kunnen meebrengen" wordt verwezen naar de algemene opmerking I.

De opmerking geldt eveneens voor artikel 3, 1°.

4. Noch in artikel 2, tweede lid, 1°, noch in artikel 3, 3°, en de bijlagen is sprake van de verkavelingsvergunning, terwijl deze in artikel 3, 2°, a), wel wordt vermeld.

Er bestaat een discrepantie die de stellers van het ontwerp, naar gelang van hun bedoelingen, moeten verhelpen.

5. Er zij op gewezen, en deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp, dat volgens de voorkeurspelling "project" dient te worden geschreven en niet "projekt".

Het zou bovendien beter zijn in geheel het ontwerp de woorden "effectenbeoordeling" en "effectenstudie" naar analogie met de richtlijn respectievelijk te vervangen door de woorden "milieu-effectbeoordeling" en "milieu-effectstudie". Evenzo zou overal "milieu-effectnotitie" en "milieu-effectnota" moeten worden geschreven.

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Voor de projecten die onder meer door hun omvang, aard of ligging het leefmilieu of het stedelijke milieu ingrijpend kunnen aantasten of die belangrijke sociale of economische gevolgen kunnen hebben, is een milieu-effectbeoordeling vereist".

Artikel 3.

1. Aangezien in 1° gewerkt wordt met het begrip project en dat begrip in 2° wordt gedefinieerd, dienen de bepalingen in 1° en 2° in omgekeerde volgorde te komen.

2. Het zou beter zijn de bepaling onder 2°, a en b, die 1° wordt, als volgt te stellen zulks onder voorbehoud van de opmerking die hierboven wordt gemaakt in verband met artikel 2, tweede lid, 1° :

"1° Project : de handelingen, werkzaamheden en activiteiten waarvoor een stedenbouwkundig attest, respectievelijk een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning is vereist;".

3. De bepaling onder 1°, die 2° wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° Effecten van een project : de tijdelijke, toevallige of permanente gevaren, hinder, voor- of nadelen op korte en lange termijn, van een project, met inbegrip van de gevolgen ervan voor het fysische en menselijke milieu, de stedenbouw en de bescherming van het patrimonium;"

4. In 4° zou het beter zijn te schrijven :

"4° Bevoegde overheid : ... af te geven".

De opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

5. In 6° schrijve men :

"6° Begeleidingscomité : het orgaan dat overeenkomstig artikel 10 wordt opgericht en met het volgen van de milieu-effectstudie is belast;"

6. De in 7° bedoelde "aanvrager" wordt niet gedefinieerd. In de richtlijn wordt hij omschreven als de "opdrachtgever", namelijk "ofwel de aanvrager van een vergunning voor een particulier project of de overheidsinstantie die het initiatief tot een project neemt".

Bijgevolg zou de tekst als volgt moeten worden gesteld :

"7° Opdrachthouder : de natuurlijke of rechtspersoon, privaatrechtelijke of publiekrechtelijke, die de milieu-effectstudie verricht voor rekening van de aanvrager;".

Bovendien zou de definitie van de "aanvrager" moeten worden ingevoegd tussen 3° en 4°.

7. De bepaling onder 8° moet grondig worden herzien, daar de huidige redactie ervan onduidelijk is en een bron van rechtsonzekerheid, zoals dat het geval is wanneer men werkt met wetgeving door verwijzing. Het gebruik van de term "zoals" en van de woorden "rekening houdend met de specifieke bepalingen", die een verwijzing naar een andere wetgeving impliceren, is hoe dan ook af te keuren.

8. In 9° schrijve men onder voorbehoud van de algemene opmerking III :

"9° Overlegcommissie : de territoriaal bevoegde commissie, opgericht ter uitvoering van artikel 15 van de ordonnantie van (...) houdende organisatie van de planning en de stedenbouw".

Artikel 4.

1. Het ligt in de bedoeling van de stellers van het ontwerp een onderscheid te maken tussen "effectennotitie" en "effectennota". Dat onderscheid zou beter gemaakt worden door verschillende woorden te gebruiken.

2. In de paragrafen 1 en 2, die het eerste en het tweede lid worden, schrijve men :

"Voor de projecten vermeld in bijlage ... van deze ordonnantie ... vereist".

3. Volgens paragraaf 3, die het derde lid wordt,

"(kan) de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve (...) de bijlagen I en II van deze ordonnantie aanvullen of wijzigen met inachtneming van de in artikel 2 bedoelde principes".

De genoemde beginselen, die in de Franse tekst door het bijwoord "notamment" worden ingeleid, zijn ruim gedefinieerd; de aan de Executieve verleende machtiging lijkt bijgevolg overdreven, te meer daar de bijlagen van fundamenteel belang zijn voor het vaststellen van de werkingssfeer van de ontworpen ordonnantie.

De machtiging moet adequater worden beperkt tot de aanpassingen die noodzakelijk zijn gemaakt door de eventuele wijzigingen van de richtlijn van 27 juni 1985.

Artikel 5.

Men schrijve "bevoegde overheid" in plaats van "afleverende overheid".

Artikel 6.

Het zou beter zijn artikel 6 als volgt te redigeren :

"Art. 6. Alle stukken en documenten worden bij ter post aangetekende brief verstuurd of per bode bezorgd tegen een bewijs van afgifte".

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Art. 7. Bij de attestaanvraag voor ieder in bijlage I vermeld project wordt een milieu-effectnotitie gevoegd die ten minste uit de volgende elementen bestaat :".

2. De bepalingen onder 1° en 2° moeten worden samengevoegd tot een 1° dat als volgt wordt gesteld :

"1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;".

3. In 3°, dat 2° wordt, schrijve men :

"2° de beknopte beschrijving van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben;".

4. In 5° is het moeilijk denkbaar dat het "de aanvrager van het attest" toekomt een advies te geven over de overeenstemming van zijn project met de bestaande rechtsregels. Dat is vanzelfsprekend de taak van de overheid en, in laatste instantie, van de rechter. De bepaling onder 5° moet vervallen.

De tekst is overigens erg onduidelijk waar er sprake is van "de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften". De aan de aanvrager opgelegde verplichting wordt met die bewoordingen geenszins afgebakend.

5. Het zou beter zijn de bepaling onder 6°, die 4° wordt, als volgt te stellen :

"4° de beschrijving van de voornaamste geplande maatregelen om ...".

6. In 7°, dat 5° wordt, zijn de woorden "voorstellen over ... opdrachthouder" onduidelijk. Volgens de gemachtigde van de minister betreft het voorstellen in verband met de keuze van de opdrachthouder. Het zou bijgevolg beter zijn te schrijven :

"7° ... voorstellen in verband met de inhoud van het bestek van de milieu-effectstudie en de keuze van de opdrachthouder;".

7. In 8°, dat 6° wordt, is het overeenkomstig bijlage III van de richtlijn verkieslijk te schrijven :

"6° de niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen".

De opmerking geldt eveneens voor de artikelen 14, eerste lid, 9°, 23, eerste lid, 2° en 8°, 31, eerste lid, 6°, en 38, eerste lid, 9°.

8. Het zou beter zijn de tweede zin van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen : "ze kan tevens de wijze bepalen waarop de milieu-effectnotitie moet worden ingediend".

Artikel 8.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 8. De attestaanvraag en de notitie worden samen aan de bevoegde overheid gezonden overeenkomstig artikel 6".

2. In het tweede lid is de term "desgevallend" dubbelzinnig.

Volgens de gemachtigde van de minister wordt daarmee het geval bedoeld waarin het instituut niet als bevoegde overheid kennis neemt van het dossier.

De tekst dient te worden herzien ten einde de bedoeling van de steller beter weer te geven.

3. In het derde lid schrijve men :

"Indien het dossier niet volledig is, stelt de bevoegde overheid de aanvrager ervan in kennis binnen dezelfde termijn en wijst hem de ontbrekende stukken of inlichtingen aan".

4. Ten einde iedere onduidelijkheid te voorkomen, zou het beter zijn aan het eind van het vierde lid te schrijven : "... door een bevoegde overheid aan de aanvrager gericht wordt, door haar gelijktijdig aan de andere bevoegde overheid gezonden".

5. Het zou beter zijn het vijfde lid als volgt te stellen :

"Bij gebreke van het ontvangstbewijs bedoeld in het tweede lid of van de kennisgeving, bedoeld in het derde lid, dat het dossier onvolledig is, wordt de in artikel 9, eerste lid, bepaalde proceduretermijn berekend vanaf de elfde dag na de indiening van de aanvraag".

*

*

*

Het zou beter zijn het opschrift van afdeling II als volgt te stellen : "Samenstelling en goedkeuring van het bestek van de milieu-effectstudie".

*

*

*

Tevens dient in het gehele ontwerp het woord "lastenkohier" vervangen te worden door het woord "bestek".

Artikel 9.

Paragraaf 1.

1. De ontworpen tekst voorziet niet in het geval waarin het instituut zou talmen om het ontwerp van bestek op te maken. Op een zodanige vertraging worden geen straffen gesteld.

Evenmin wordt bij paragraaf 3, die het derde lid wordt, een straf gesteld op een mogelijk verzuim van de overlegcommissie om op te treden.

2. Het zou beter zijn aan het eind van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, te schrijven : "... milieu-effectstudie; tevens zendt het Instituut het gehele dossier met de eventuele opmerkingen over aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd".

Paragraaf 2.

1. In paragraaf 2, tweede volzin, zijn de termen "Binnen dezelfde termijn" dubbelzinnig. Wordt daarmee dezelfde termijn van dertig dagen bedoeld, welke is bepaald in paragraaf 2, eerste volzin. In dat geval zou het college van burgemeester en schepenen, ten gevolge van de vertraging waarmee het de overlegcommissie zou adiëren, afbreuk kunnen doen aan de termijn binnen welke de commissie haar advies moet uitbrengen. Of wordt daarentegen een nieuwe termijn van dertig dagen bedoeld die ingaat op de dag waarop de overlegcommissie door het college van burgemeester en schepenen wordt geëdieerd ?

De tekst dient te worden herzien ten einde de bedoeling van de stellers van het ontwerp weer te geven.

.../...

2. Onder dat voorbehoud wordt voor paragraaf 2, die het tweede lid wordt, de volgende tekst voorgesteld :

"Binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de ontvangst van het dossier, adieert het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente de overlegcommissie.

Binnen de termijn van ... moet de overlegcommissie :

- 1° advies uitbrengen over het ontwerp van bestek;
- 2° de samenstelling van het begeleidingscomité bepalen overeenkomstig artikel 10;
- 3° advies uitbrengen over de voorstellen inzake de keuze van de opdrachthouder".

Artikel 10.

Het zou beter zijn artikel 10 als volgt te stellen :

"Art. 10. § 1. Het begeleidingscomité wordt ermee belast de procedure tot uitvoering van de milieu-effectstudie te volgen.

Het bestaat uit ten minste één vertegenwoordiger van iedere gemeente op het grondgebied waarvan het project moet worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger ...

Het secretariaat ...

§ 2. De Executieve bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het begeleidingscomité".

Artikel 11.

Paragraaf 1.

1. In paragraaf 1, 1°, dient te worden geschreven :

"1° de definitieve vaststelling van het bestek van de milieu-effectstudie;".

2. In onderdeel 3° schrijve men :

"3° het nemen van een beslissing omtrent de keuze van de opdrachthouder;".

3. Met betrekking tot onderdeel 4° rijzen dezelfde vragen als die welke geformuleerd zijn omtrent artikel 9, § 2.

.../...

De ontworpen tekst behoort derhalve te worden herzien.

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. Indien het begeleidingscomité niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt het de aanvrager nieuwe voorstellen te doen.

Het begeleidingscomité stemt in met de keuze van de opdrachthouder en brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen".

Artikel 12.

De ontworpen bepaling biedt, volgens de toelichting die daaromtrent wordt verstrekt,

"de aanvrager die met de traagheid van het Begeleidingscomité te kampen heeft, de mogelijkheid om de zaak uitzonderlijk bij de Executieve aanhangig te maken. De Executieve die een dergelijke aanvraag krijgt, moet de meest pertinente maatregel treffen om deze traagheid te sanctioneren; deze sanctie kan gaan van een bevel tot de vervanging van de beslissing bij het Begeleidingscomité door die van de Executieve".

Deze toelichting stemt niet overeen met de ontworpen tekst, volgens welke het alleen aan de Executieve toekomt om "zich uit te spreken" in de plaats van het begeleidingscomité. Het zou bovendien beter zijn mochten in het ontwerp de punten nader worden bepaald waarover de Executieve moet beslissen, alsmede het tijdstip waarop de termijn van zestig dagen ingaat.

Artikel 13.

Het zou beter zijn artikel 13 als volgt te redigeren :

"Art. 13. In de overeenkomst tussen de aanvrager en de opdrachthouder moet rekening worden gehouden met de beslissingen die overeenkomstig artikel 11 of artikel 12 zijn genomen.

De kosten van de milieu-effectstudie komen ten laste van de aanvrager".

Artikel 14.

Het zou beter zijn artikel 14, § 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Art. 14. De milieu-effectstudie moet uit de volgende elementen bestaan :

- 1° de door de aanvrager verstrekte gegevens met betrekking tot de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;
- 2° de opgaaf van de ... analysemethodes en de beschrijving van de ondervonden moeilijkheden;
- 3° de gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving en beoordeling ... waarop het project een invloed heeft binnen het geografische gebied zoals afgebakend in het bestek;
- 4° de lijst en de gedetailleerde en nauwkeurige beoordeling ... van het project en van het bouwterrein;
- 5° de door de aanvrager verstrekte gegevens omtrent de maatregelen die gepland worden om ... (voorts zoals in het ontwerp);
- 6° de beoordeling van de doelmatigheid van de in 5° vermelde maatregelen, ...".

Punt 7° overlapt de punten 5° en 8° en kan derhalve vervallen.

In punt 8° dat 7° wordt, schrijve men :

- "7° de vergelijking met vervangingsoplossingen die redelijkerwijs ...;"

Artikel 15.

Het zou beter zijn artikel 15 als volgt te redigeren :

"Art. 15. De opdrachthouder houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van het verloop van de milieu-effectstudie.

Hij beantwoordt iedere vraag van het begeleidingscomité en houdt rekening met de opmerkingen daarvan".

Artikel 16.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 16. Wanneer de aanvrager van oordeel is dat de milieu-effectstudie voltooid is, bezorgt hij een exemplaar ervan aan het begeleidingscomité".

Artikel 17.

Het zou beter zijn artikel 17 als volgt te redigeren :

"Art. 17. Bij het afsluiten van de studie moet het begeleidingscomité binnen dertig dagen ... :

- 1° de lijst opmaken van de gemeenten waarvoor het project gevolgen heeft;
- 2° zijn beslissing aan de aanvrager ter kennis brengen met opgaaf van ...

Indien het begeleidingscomité beslist dat de milieu-effectstudie niet voltooid is, deelt het ... overgezonden moet worden.

Indien het begeleidingscomité de termijnen bedoeld in het eerste en het tweede lid niet in acht neemt, wordt zijn beslissing geacht gunstig te zijn".

*

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat, indien het begeleidingscomité geen beslissing neemt, er geen lijst wordt opgemaakt van de gemeenten waarvoor het project gevolgen kan hebben.

In de ontworpen tekst zou die moeilijkheid moeten worden opgelost.

Artikel 18.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Art. 18. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 17, eerste lid, of in het geval bedoeld in het derde lid van hetzelfde artikel, binnen vijftien dagen na de datum waarop de milieu-effectstudie definitief is geworden, geeft de aanvrager het begeleidingscomité kennis van zijn beslissing om hetzij :

1° zijn attestaanvraag te handhaven;

2° ze in te trekken;

3° ze te wijzigen ten einde ervoor te zorgen dat het project verenigbaar is met de conclusies van de milieu-effectstudie.

Indien de aanvrager zijn beslissing ... niet ter kennis heeft gebracht ... te handhaven".

Artikel 19.

Evenzo zou de ontworpen bepaling als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Art. 19. Binnen zes maanden na de kennisgeving bedoeld in artikel 17, eerste lid, of in het geval bedoeld in het derde lid van hetzelfde artikel, binnen zes maanden na de datum waarop de milieu-effectstudie definitief is geworden, kan de aanvrager de wijzigingen in zijn attestaanvraag aan het begeleidingscomité en aan de bevoegde overheid doorgeven".

Artikel 20.

1. De inleidende volzin van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, behoort als volgt te worden geschreven :

"Het dossier waaraan een openbaar onderzoek wordt gewijd, moet bestaan uit : ...".

2. In punt 1, dat 1° wordt, schrijve men : "1° de attestaanvragen;".

3. In punt 4, dat 4° wordt, zou er volgens de voorgeschreven procedure geen uitdrukkelijke beslissing tot afsluiting van de milieu-effectstudie kunnen zijn. Bijgevolg behoren de volgende woorden te worden toegevoegd : "in voorkomend geval, ...".

Artikel 21.

1. In de ontworpen tekst wordt niet aangegeven hoe de gemeenten in de overlegcommissie zullen worden vertegenwoordigd.

2. Het zou beter zijn paragraaf 2 aldus te stellen :

"§ 2. De gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het ontwerp moet worden uitgevoerd, adieert de overlegcommissie die uitgebreid wordt tot de vertegenwoordigers van elke gemeente waarvoor het ontwerp gevolgen heeft.

Binnen dertig dagen ... brengt de overlegcommissie een advies uit".

3. Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. Voor een gemengd project wordt slechts één procedure van openbaar onderzoek en overleg gevolgd".

De artikelen 22, 29 en 33.

Die bepalingen tonen aan hoezeer bij de interpretatie verwarring kan ontstaan door gebruikmaking van het wetgevingsprocédé door verwijzing. Aangezien artikel 2, tweede lid, als beginsel stelt dat de procedures van afgifte van "attesten" moeten voorafgaan aan de procedures waarin het ontwerp van ordonnantie "houdende organisatie van de planning en de stedenbouw" voorziet, staan de eerdergenoemde artikelen in werkelijkheid buiten verband met het eigenlijke onderwerp van de ontworpen ordonnantie en voegen zij er niets aan toe.

Die bepalingen dienen derhalve te vervallen.

*

*

*

Hoofdstuk II van titel II bevat slechts één afdeling.

De artikelen 27 tot 30 zouden kunnen worden ingedeeld bij een onderscheiden afdeling met een opschrift luidende : "Afdeling II. Bijzondere maatregelen van openbaarmaking".

*

*

*

Artikel 23

(dat artikel 22 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. 22. De attest- of vergunningsaanvragen met betrekking tot elk van de in bijlage II bij deze ordonnantie opgenomen projecten gaan vergezeld van een milieu-effectnota bestaande uit ten minste :".

2. De ontworpen bepaling bevat in punt 1° dezelfde gegevens als die welke in de punten 1° en 2° van artikel 7, § 1, van het ontwerp voorkomen. Het is niet duidelijk waarom een verschillende tekst wordt voorgesteld. Dezelfde opmerking geldt voor punt 3° (vergelijk met punt 3° van artikel 7).

Voor het overige zijn bij de ontworpen bepaling in het algemeen soortgelijke opmerkingen te maken als die welke zijn geformuleerd in verband met de artikelen 7 en 14.

Artikel 24
(dat artikel 23 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerking die is geformuleerd in verband met artikel 8, vijfde lid, van het ontwerp.

Artikel 25
(dat artikel 24 wordt).

1. Zoals wordt voorgesteld in artikel 9, zou het beter zijn dat de inleidende volzin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt wordt geredigeerd :

"Art. 24. Binnen dertig dagen na het verzenden van het in artikel 24, tweede lid, bedoelde ontvangstbewijs of na de in het vijfde lid van hetzelfde artikel bedoelde datum, gaat de bevoegde overheid over tot :".

2. Het zou beter zijn punt 3° als volgt te redigeren :

"3° het aanwijzen van de gemeente die ermee belast wordt de overlegcommissie te adieren overeenkomstig artikel 28, § 2;"

3. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zijn de woorden "gaan de afleverende overheden samen over tot dit onderzoek" niet duidelijk. Wordt hiermede bedoeld dat in voorkomend geval verschillende bestuursoverheden en inzonderheid colleges van burgemeesters en schepenen gezamenlijk beraadslagen ? Indien dit het geval is, zou een zodanige bepaling in strijd zijn met de bepalingen van de gemeentewet die de basisregels van de gemeentelijke instellingen bevatten en de werking hiervan regelen.

Artikel 26
(dat artikel 25 wordt).

De woorden "afleverende overheid" dienen te worden vervangen door de woorden "bevoegde overheid".

Artikel 27
(dat artikel 26 wordt).

Het zou beter zijn artikel 27 als volgt te redigeren :

"Art. 26. Wanneer het dossier van de aanvrager volledig is, zendt de bevoegde overheid een exemplaar ervan aan het college van burgemeester en schepenen ... waarvoor het ontwerp gevolgen heeft, met het oog op het openbaar onderzoek.

Het dossier waarover het openbaar onderzoek wordt gehouden bestaat uit :

- 1° de attest- of vergunningsaanvragen;
- 2° de milieu-effectnota;
- 3° de stukken of inlichtingen die de aanvrager heeft verstrekt met toepassing van artikel 25".

Artikel 28
(dat artikel 27 wordt).

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd en die is aangewezen overeenkomstig artikel 24, eerste lid, 3°, adieert de overlegcommissie die wordt uitgebreid tot de vertegenwoordigers van elke gemeente die de effecten van het project ondervindt".

Voorts zijn bij de ontworpen bepaling dezelfde opmerkingen te maken als die welke zijn gemaakt bij artikel 21.

Artikel 29.

Zoals reeds is opgemerkt moet dat artikel vervallen.

Artikel 30
(dat artikel 28 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 28. § 1. In uitzonderlijke gevallen kan de overlegcommissie, na afloop van ... in een bijzonder met redenen omkleed advies, de Executieve aanbevelen ...

§ 2. Binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier, beslist de Executieve of het geraden is een milieu-effectstudie te laten uitvoeren.

Wanneer er grond is om een milieu-effectstudie te laten uitvoeren :

1° deelt de Executieve haar beslissing mee aan de aanvrager en verzoekt zij hem een of meer voorstellen betreffende de keuze van opdrachthouder aan het Instituut te doen toekomen;

2° belast de Executieve het Instituut met het opmaken van een bestek voor de milieu-effectstudie.

De procedure loopt verder overeenkomstig de artikelen 11 en volgende.

Wanneer de Executieve een dergelijke studie niet geraden acht, ... en zendt ze het dossier binnen de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn aan de bevoegde overheid.

§ 3. Het stilzwijgen van de Executieve binnen de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn geldt als impliciete beslissing om een milieu-effectstudie te laten uitvoeren".

*

*

*

Het opschrift van afdeling I zou beter als volgt worden gesteld :

"Afdeling I. - De milieu-effectnota".

*

*

*

.../...

Artikel 31
(dat artikel 29 wordt).

In de inleidende volzin dienen de woorden "zoals voorzien in artikel 50" te worden vervangen door de woorden "bepaald in artikel 50".

Voor het overige zijn bij de ontworpen tekst dezelfde opmerkingen te maken als die welke zijn gemaakt bij de artikelen 7, 3°, 14 en 23.

Artikel 32
(dat artikel 30 wordt).

Artikel 32 zou zich moeten bepalen tot paragraaf 1, die het enige lid zou worden van artikel 30.

De paragrafen 2 en 3 zouden een afzonderlijk artikel moeten vormen onder het nummer 31, dat zou moeten worden geredigeerd naar het model van artikel 30, dat artikel 28 wordt.

Artikel 33.

Zoals reeds is opgemerkt, moet dat artikel vervallen.

Artikel 34
(dat artikel 32 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 31. Wanneer de Executieve waarbij het dossier aanhangig is gemaakt overeenkomstig artikel 28, de mening is toegedaan dat er grond is om een milieu-effectstudie te doen verrichten,

1° geeft ze van haar beslissing kennis aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan betrekking heeft, en verzoekt ze het college een of meer voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder binnen een termijn van vijfenveertig dagen aan het Instituut te doen toekomen;"

2° belast ze ...;

3° bepaalt ze de samenstelling van het begeleidingscomité overeenkomstig artikel 10".

Artikel 35
(dat artikel 32 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Art. 32. Binnen vijftien dagen na de ontvangst van de voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder, roept het instituut het begeleidingscomité bijeen. Dit comité ...".

Voor het overige zou de bepaling geredigeerd moeten worden naar het model van de tekst die is voorgesteld voor artikel 17.

2. Paragraaf 22, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien het begeleidingscomité zijn goedkeuring onthoudt aan de keuze van de opdrachthouder, verzoekt dit comité het college van burgemeester en schepenen om toezending van nieuwe voorstellen.

Het begeleidingscomité beslist over de keuze van de opdrachthouder en geeft binnen vijftien dagen na ontvangst van de nieuwe voorstellen aan het college van burgemeester en schepenen kennis van zijn beslissing".

Artikel 36
(dat artikel 33 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die in verband met artikel 12 van het ontwerp zijn gemaakt.

Artikel 37
(dat artikel 34 wordt).

Voorgesteld wordt dezelfde formulering te gebruiken als die waarmee gewerkt wordt in artikel 13 van het ontwerp, namelijk :

"Art. 34. Op basis van de beslissingen die overeenkomstig artikel 32 of artikel 33 getroffen worden, legt de gemeenteraad de nadere uitwerking van de milieu-effectstudie in handen van de opdrachthouder".

Er wordt eveneens voorgesteld het volgende lid toe te voegen :

"De kosten van de milieu-effectstudie komen ten laste van de aanvrager".

Artikel 38
(dat artikel 35 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die zijn gemaakt in verband met de artikelen 7, 14, 23 en 31.

Artikel 39
(dat artikel 36 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerkingen bij artikel 15.

Artikel 40
(dat artikel 37 wordt).

Naar het voorbeeld van artikel 16 van het ontwerp wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 37. Wanneer het college van burgemeester en schepenen van oordeel is dat de milieu-effectstudie voltooid is, bezorgt het een exemplaar ervan aan het begeleidingscomité".

Artikel 41
(dat artikel 38 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerkingen bij artikel 17.

Artikel 42
(dat artikel 39 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerkingen bij artikel 18.

Artikel 43
(dat artikel 40 wordt).

Er wordt verwezen naar de opmerkingen bij artikel 19.

*

*

*

De artikelen 44 tot 49, die de artikelen 41 tot 46 worden, zouden moeten worden samengebracht in een afdeling IV met als opschrift "Bijzondere openbaarmakingsregels".

*

*

*

Artikel 45
(dat artikel 42 wordt).

Bij 3° is dezelfde opmerking te maken als die welke onder artikel 20, 4°, is gemaakt.

Artikel 46
(dat artikel 43 wordt).

Er dient te worden verwezen naar artikel 38, eerste lid, 2°.

Artikel 47
(dat artikel 44 wordt).

De woorden "in dit stadium" dienen te vervallen.

.../...

Artikel 48
(dat artikel 45 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling aldus te stellen :

"Art. 45. Bij de inwerkingtreding van een bijzonder bestemmingsplan is geen procedure van milieu-effectbeoordeling vereist wanneer de aanvragen om een stedenbouwkundig attest, een bouw- en verkavelingsvergunning voldoen aan de voorschriften van dat plan, tenzij deze uitdrukkelijk een dergelijke beoordeling voorschrijven".

Artikel 50
(dat artikel 47 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling aldus te stellen :

"Art. 47. De Executieve bepaalt de maatregelen tot openbaarmaking van de beslissingen die met toepassing van deze ordonnantie worden genomen".

Artikel 51
(dat artikel 48 wordt).

Artikel 51 dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 48. De Executieve bepaalt welke maatregelen worden getroffen om van de inhoud van de beslissingen die met toepassing van deze ordonnantie worden genomen kennis te geven aan de Gewesten en de Staten die de effecten van een project kunnen ondervinden".

*

Bijlage I.

Ingevolge de punten 2 en 3 van bijlage I zouden een milieu-effectstudie en een milieu-effectnotitie vereist zijn voor :

- 1° kerncentrales en andere kernreactoren (met uitzondering van onderzoekinstallaties voor de produktie en verwerking van splijt- en kweekstoffen, met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische KW);
- 2° installaties die uitsluitend bestemd zijn voor de permanente opslag of de definitieve verwijdering van radioactief afval.

Indien de stellers van het ontwerp de bedoeling hebben om het toepasselijk te maken op de kerncentrales en

kernreactoren alsook op de installaties voor opslag of verwijdering van radioactief afval, een en ander om redenen in verband met de splijtstofcyclus, zou de ontworpen ordonnantie indruisen tegen de regels voor de verdeling van de bevoegdheid, die geformuleerd zijn in artikel 6, § 1, II, 2°, en VII, eerste lid, f, en tweede lid, b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (1).

Ter wille van de naleving van die regels zou de ontworpen bepaling er zich toe moeten bepalen alleen voor de gebouwen milieu-effectstudies voor te schrijven, op grond van beweegredenen in verband met de goede plaatselijke aanleg (afmetingen, esthetisch uitzicht en vestiging). In het laatstgenoemde geval zouden de voorgenomen bepalingen beter op hun plaats zijn in het ontwerp van ordonnantie "houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", veeleer dan in de ontworpen ordonnantie.

Dezelfde opmerking geldt voor bijlage II, 3, g, h, i. In de Nederlandse tekst van het ontwerp ontbreekt punt h.

(1) Arbitragehof, arrest nr. 54 van 24 mei 1988 (rol nr. 47).

Bijlage II.

Volgens de memorie van toelichting omvat bijlage II "de projecten bedoeld bij bijlage II van de Europese Richtlijn, die voorschrijft dat de noodzaak tot het uitvoeren van een effectenbeoordeling geval per geval dient te worden onderzocht (en) hieraan tamelijk belangrijke stedenbouwkundige projecten toegevoegd (worden), gekozen onder de projecten die thans aan de procedure van openbaarmaking zijn onderworpen".

Er zij in dit verband evenwel op gewezen dat de ontworpen ordonnantie geen lijst van projecten mag bevatten die minder volledig is dan die van bijlage II van de richtlijn.

Voorzeker zijn alle onder punt 1 genoemde projecten die van de richtlijn, met uitzondering van de "terugwinning van land op de zee", dat om aperte redenen is weggelaten. Evenzo zijn in de Franse tekst de punten 2 tot 9 volkomen gelijk aan die van de richtlijn. In de Nederlandse tekst van het ontwerp ontbreekt evenwel punt 3, h) en is punt 8, a) onvolledig.

Punt 10 is daarentegen grondig herwerkt.

De Raad van State maakt opmerkzaam op de volgende verschillen :

Europese richtlijn

Bijlage II, 10. a). Werken voor de uitrusting van industrieterreinen.

II, 10, b. Werken voor stadsprojecten.

II, 10, c. Skiliften en kabelspoorwegen.

II, 10, d. Aanleg van wegen, havens (met inbegrip van visserijhavens) en luchthavens (projecten die niet zijn opgenomen in bijlage I).

II, 10, e. Werken inzake kanalisering en regulering van waterwegen.

II, 10, f.

Ontwerp van ordonnantie

Bijlage II, 10 (a). Aanleg van industriegebieden van meer dan 10 ha.

Bijlage II, 13. Stedebouwkundige projecten : (waarbij de projecten worden opgesomd en er beperkingen op worden gesteld op basis van hun omvang. Het ontwerp van ordonnantie is beperkender dan de richtlijn).

Niet overgenomen.

II, 10, (c). Alle infrastructuurwerken inzake verkeerswezen die een wezenlijke wijziging meebrengen van het verkeerstelsel van het stuk weg en/of van het omliggende net, voor zover deze niet bedoeld zijn in bijlage I.

II, 10, (f). Alle werken die het hydrografisch net wijzigen of verstoren.

II, 10, (g).

II, 10, g. Trams, boven- en ondergrondse metro's, zweefspoor en dergelijke bijzondere constructies, welke uitsluitend of overwegend voor personenvervoer zijn bestemd.

II, 10, h, i en j.

Bijlage II, 11.

II, 11, a. Vakantiedorpen, hotelcomplexen.

II, 11, b. Permanente race- en testbanen voor auto's en motorfietsen.

II, 11, c.

II, 11, d. Waterzuiveringsinstallaties.

II, 11, e. Slibstortplaatsen.

II, 11, f, g, h, i, j.

II, 10, (b). Aanleg van een gebied voor spoorweginstallaties van meer dan 10 ha., met bestemmingswijzigingen.

II, 10, (d). Bouw van infrastructuur voor een nieuwe lijn van meer dan 1 kilometer voor het openbaar vervoer per spoor.

II, 10, (h), (i) en 13 (2).

Bijlage II, 11.

II, 13, (b). Vakantiedorpen.
13, (a). Hotelcomplexen van meer dan 200 kamers.

I, 10.

II, 11, (g).

I, 11. Waterzuiveringsinstallaties van meer dan 20.000 equivalenten/inwoners.

II, 11, (a). Waterzuiveringsinstallaties van minder dan 20.000 equivalenten/inwoners.

I, 12.

II, 11, (b), (c), (d), (e), (f).

De verschillen waar in de hierboven aangevoerde tabel op gewezen is, dienen te worden weggewerkt.

OPMERKINGEN OVER DE VORM VAN DE BIJLAGEN.

1° Het is niet gebruikelijk om voetnoten op te nemen in het dispositief van een verordenende tekst (bijlage I). Voor die aanwijzingen kan een plaats worden ingeruimd in de memorie van toelichting.

2° Het begrip "equivalenten/inwoners" in punt 11 behoort nader te worden verklaard, op zijn minst in de toelichting (bijlage II).

3° Het opschrift van bijlage I zou aldus gesteld moeten worden :

"Bijlage I : projecten bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, waarvoor een milieu-effectstudie voorafgegaan door een milieu-effectnotitie vereist is".

Het opschrift van bijlage II zou aldus gesteld moeten worden :

"Bijlage II : Projecten bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, waarvoor een milieu-effectnota vereist is".

4° Het is niet gebruikelijk sommige woorden te onderstrepen (bijlage I).

5° In bijlage II dienen de punten 10, 11 en 13 te worden onderverdeeld in a), b), c), enz

6° De industriële projecten bedoeld in punt 12 van bijlage II zouden aan de orde moeten komen in een afzonderlijke onderverdeling (bijvoorbeeld 14).

7° Op de bijlagen behoren dezelfde handtekeningen te staan als op de tekst waar zij zijn bijgevoegd.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

C. DESCHAMPS,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEECK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEECK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.